

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPRANZI GALVANISATION

5 rue Eugène Hénaff
69200 VENISSIEUX

Références : UD-R-CTESSP-24-083-RP
Code AIOT : 0006103850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement SOPRANZI GALVANISATION implanté 5 rue Eugène Hénaff 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPRANZI GALVANISATION
- 5 rue Eugène Hénaff 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOPRANZI GALVANISATION est spécialisée dans le traitement de surface par application de zinc en fusion (galvanisation à chaud sur des pièces industrielles et des charpentes métalliques) et par procédé électrolytique (cataphorèse).

Le site dispose de deux lignes de traitement par galvanisation et une ligne de traitement par cataphorèse.

L'établissement est autorisé pour ces activités par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 modifié. Les activités relèvent notamment de la Directive relative aux émissions industrielles (IED). A ce titre, le site est classé à autorisation sur les rubriques 3260 : traitement de surface et 3230-c : transformation des métaux ferreux.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024 (rejets aqueux).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	2 mois
4	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV Arrêté de mise en demeure du 12/04/2022	Maintien mise en demeure, respect de prescription, Astreinte	6 mois
5	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	9 mois
10	PAC – laveur d'air	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	État des sols	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article. 5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
3	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Voir observation
9	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022 concernant le respect des Valeurs Limites d'Émissions. L'inspection propose au préfet de maintenir la mise en demeure sur ce point et de prendre un arrêté d'astreinte journalière jusqu'à satisfaction de la mise en demeure spécifiquement pour le paramètre phosphate.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant :

- de respecter les règles de prélèvement des eaux à analyser en mettant en place un préleveur automatique asservi au débit et en conservant les échantillons à une température de 5+/- 3°C avant analyse ;
- de porter à la connaissance du préfet la mise en place d'un laveur d'air ;
- de rendre étanche les sols des locaux des stations internes de traitements des chaînes galvanisation et cataphorèse.

Enfin, l'exploitant doit :

- mettre à jour son plan des réseaux ;
- veiller à renseigner les bonnes données dans GIDAF ;
- après avoir installé un préleveur automatique asservi au débit, mettre en place une analyse comparative portant sur les prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Avant la présente visite, l'exploitant a transmis le plan des réseaux du site. L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">• qu'il n'est pas distingué pour les rejets au réseau des eaux usées : les rejets d'eaux résiduelles et les rejets d'eaux domestiques ;• qu'il n'est pas indiqué la station de traitement interne des eaux de la chaîne de cataphorèse ;• que le plan n'est pas daté.
Demande : sous 2 mois, l'exploitant met à jour son plan des réseaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate pour la station interne de traitement des eaux de la chaîne cataphorèse la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un bac en amont immédiat du point de rejet au réseau des eaux usées dans lequel est réalisé les prélèvements par le prestataire qui assure une partie de l'autosurveillance et les prestataires qui réalisent les contrôles inopinés ; d'un point de prélèvement piqué sur le bac précédemment évoqué permettant de réaliser des prélèvements ponctuels sans pénétrer dans l'atelier de cataphorèse (utilisé par le Grand Lyon). <p>La station interne de traitement des eaux des chaînes de galvanisation fonctionne sans rejet aqueux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté avant la présente visite les données renseignées sur GIDAF sur les douze derniers mois.</p> <p>L'exploitant respecte les différentes fréquences d'analyses, hors périodes de fermeture du site qui sont indiquées dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV ; Arrêté de mise en demeure du 12/04/2022</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Article 21-II</p> <p>« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>- Article 58-IV</p> <p>« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>- Arrêté de mise en demeure du 12/04/2022</p> <p>« la société SOPRANZI GALVANISATION est mise en demeure de respecter dans un délai de 12 mois l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 20/07/2009 modifié en mettant en œuvre des actions correctives afin de respecter les valeurs limites d'émissions des substances réglementées. »</p> <p><i>[notamment du phosphate]</i></p>

Constats :à propos du phosphate

Depuis la mise en demeure du 12/04/2022 de respecter la VLE pour le paramètre phosphate, les résultats d'analyses réalisés par le prestataire agréé (CTC) montrent des dépassements très réguliers pour ce paramètre.

L'exploitant indique avoir essayé plusieurs actions pour tenter d'abaisser la concentration et le flux de phosphate, notamment par des changements de produits, et poursuivre dans cette voie.

Au regard de la persistance de la non-conformité du respect de la VLE en concentration et en flux du paramètre phosphate, l'inspection propose au préfet de maintenir la mise en demeure du 12/04/2022 (point 2 de l'article 1) et de prendre un arrêté d'astreinte journalière jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 12/04/2022 pour le paramètre phosphate.

à propos des autres substances réglementées

Il est indiqué dans le rapport d'analyses des eaux de la station interne de la chaîne cataphorèse de décembre 2023 (prélèvement en novembre 2023) des dépassements très importants de VLE pour deux paramètres en plus du phosphate :

- Matières En Suspension (MES) : C=1100mg/l ; F=9,009kg/j (VLE : 30mg/l ; 0,78kg/j) ;
- fer : C=186mg/l ; F=1,523kg/j (VLE : 5mg/l ; 0,13kg/j) ;
- phosphate : C=481 mg/l ; F=3,939kg/j (VLE : 10mg/l ; 0,26kg/j).

L'exploitant indique ne pas avoir identifié de cause possible à ces dépassements.

L'inspection constate que les paramètres fer et MES sont respectivement non-conformes à trois et quatre reprises pour les cinq dernières mesures réalisées par un laboratoire agréé (mai - juin - septembre - novembre 2023). Hormis les dépassements de VLE mentionnés en novembre 2023, les autres dépassements de VLE sont de moins grande ampleur.

L'inspection propose au préfet de maintenir la mise en demeure du 12/04/2022 (point 2 de l'article 1). Si les dépassements de VLE demeurent toujours récurant dans les mois à venir pour les paramètres fer et MES, alors l'inspection proposera au préfet de prendre des sanctions administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Maintien de la mise en demeure, Astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant transmet les résultats d'auto-surveillances des eaux de process dans le délai imparti.
Par contre, comme lors de la précédente visite du 03/02/2023, l'inspection constate des incohérences entre les données figurants dans GIDAF et celles figurants dans les rapports du prestataire accrédité qui réalise une partie de l'auto-surveillance (par exemple, les dépassements mentionnés au constat n°4, pour le vendredi 24 novembre 2023, ne figurent pas dans GIDAF).
Demande : à partir des prochaines saisies dans GIDAF, l'exploitant renseigne les résultats de son prestataire accrédité comme des contrôles de recalage (ou externe).
Proposition de suites : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 3 mois

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Au regard des données figurant dans GIDAF et des rapports d'analyses du prestataire accrédité, le débit journalier en sortie de la station interne de traitement des eaux est toujours inférieur à 100m3/j. Il est mentionné dans le rapport de contrôle inopiné des eaux de 2023 réalisé par CERECO un mauvais fonctionnement du débitmètre.
Observation : l'exploitant réalise les actions correctives nécessaires pour disposer d'un débitmètre fiable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de

surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise les mesures en continu (Q, pH, T°) et hebdomadaire (DCO, MES, Zn, Fe, Ni). Un prestataire agréé par le ministère de la Transition écologique (CTC) réalise à fréquence trimestrielle ces mêmes mesures en plus de celles prévues à fréquence trimestrielle (Cr VI, Fluorures, NO₂⁻, PO₄³⁻, HCT).</p> <p>En vue de réaliser ses analyses hebdomadaires, l'exploitant indique faire un prélèvement ponctuel en sortie de station interne de traitement sans avoir recourt à un préleveur asservi au débit.</p> <p>Demande (proposition de mise en demeure) : sous 6 mois, l'exploitant se conforme aux préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement; en mettant en place un préleveur automatique asservi au débit et en conservant les échantillons à une température de 5+/- 3°C avant analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
Constats :

<p>L'exploitant réalise les mesures en continu (Q, pH, T°) et hebdomadaire (DCO, MES, Zn, Fe, Ni). Un prestataire agréé par le ministère de la Transition écologique (CTC) réalise à fréquence trimestrielle ces mêmes mesures en plus de celles prévues à fréquence trimestrielle (Cr VI, Fluorures, NO₂⁻, PO₄³⁻, HCT).</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de contrôle de recalage sur les paramètres qu'il analyse en continu et à fréquence hebdomadaire.</p> <p>Demande : sous 9 mois, l'exploitant met en place une analyse comparative portant sur les prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance. (Ce délai prend en compte le temps de mise en place d'un préleveur automatique cf. constat 7)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 9 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que les résultats de la campagne PFAS d'octobre, novembre et décembre 2023 sont renseignés dans GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PAC - laveur d'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1
Thème(s) : Situation administrative, Rejet eau réseau assainissement
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence d'un laveur d'air avec deux tuyaux d'évacuation au réseau d'assainissement du Grand Lyon. Ce laveur d'air n'était pas prévu dans le DAE du site et n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance.</p> <p>Demande (proposition de mise en demeure) : sous 3 mois, l'exploitant porte les modifications mises en œuvre à la connaissance du préfet (laveur d'air), avec tous les éléments d'appréciation utiles sur l'évolution des impacts et des risques induits, ainsi qu'un positionnement sur leur caractère substantiel.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : État des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article Titre 2 - art. 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution diffuse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substance qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate dans le local de la station de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des chaînes galvanisation un trou dans le sol (au niveau du mur à gauche de la porte en entrant) pouvant laisser s'écouler des substances présentes au sol, issues de la station de traitement ; • de la chaîne cataphorèse, un trou dans le sol, sous la station de traitement, présentant une vulnérabilité en cas de présence d'eau polluée au sol.
Demande (proposition de mise en demeure) : l'exploitant rend étanche, sous 3 mois, les sols des locaux des stations internes de traitements des chaînes galvanisation et cataphorèse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois